

# COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

## Finances publiques du gouvernement américain : amélioration ou mirage?

Par Francis Généreux, économiste expert

Alors que les provinces, tout comme le gouvernement fédéral canadien, viennent de faire le point sur leur situation budgétaire et de réviser leurs projections pour les prochaines années, penchons-nous maintenant sur la situation financière de notre voisin du Sud, qui a lui aussi traversé une année particulièrement mouvementée. Une version plus étoffée de ce texte avec davantage de détails sur la récente proposition budgétaire de l'administration Trump sera prochainement publiée dans un *Point de vue économique*.

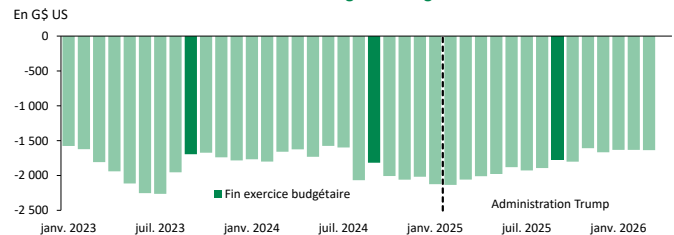
### Le portrait actuel

L'exercice budgétaire du gouvernement fédéral américain s'est terminé en septembre 2025 sur un déficit de 1 775 G\$ US. Cela marque une amélioration par rapport à l'exercice 2024, où le déficit atteignait 1 817 G\$ US. On peut toutefois brosser un portrait plus récent en utilisant les données mensuelles du Trésor américain. Ainsi, la somme sur 12 mois du solde budgétaire fédéral atteignait 1 637 G\$ US en mars dernier. L'amélioration s'est donc poursuivie au cours des six premiers mois du présent exercice, qui se conclura en septembre prochain (graphique 1).

La comparaison est encore plus flatteuse si on la fait par rapport au tout début du second mandat du président Trump, soit janvier 2025. À ce moment, le déficit sur 12 mois était de 2 125 G\$ US. La réduction entre celui-ci et celui de mars dernier est donc de près de 23 %, ce qui est loin d'être négligeable. Cela dit, la presque totalité de l'amélioration de 488 G\$ US de la

**Graphique 1**  
Les déficits ont été un peu moins lourds

États-Unis – somme sur 12 mois du solde budgétaire du gouvernement fédéral



US Treasury et Desjardins, Études économiques

situation budgétaire est venue du côté des revenus (+527 G\$ US) alors que les dépenses ont augmenté de 40 G\$ US. Et il faut se rappeler le contexte particulier pour le secteur public américain en 2025, avec la plus longue impasse budgétaire qui a affecté une partie des dépenses fédérales l'automne dernier, avec les coupes budgétaires mises de l'avant par le DOGE d'Elon Musk et avec une administration résolue dans son intention de réduire l'importance de certains départements, comme l'éducation et la santé.

Du côté des dépenses, celles associées aux principaux programmes sociaux ont, depuis janvier 2025, augmenté de 7,4 % et les hausses ont été de 7,5 % pour le service de la dette et de 3,5 % pour la défense. Les dépenses discrétionnaires non militaires ont toutefois subi une baisse de 17,0 %, soit 304 G\$ US

### TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller .....	4	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint  
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique  
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro  
 Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal  
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste  
**Desjardins, Études économiques** : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com) • [desjardins.com/economie](https://desjardins.com/economie)

**NOTE AUX LECTEURS** : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

de moins qu'au début du présent mandat présidentiel. Le changement de régime a eu des répercussions particulièrement lourdes sur certains départements, dont des chutes de 51,4 % en protection de l'environnement, de 58,5 % en aide internationale et de 90,6 % pour le département de l'Éducation. La fonction publique fédérale a évidemment été affectée. Selon les données mensuelles du Bureau of Labor Statistics, il y avait en mars 2 059 400 employés civils fédéraux (excluant le service postal). C'est 346 300 travailleurs de moins qu'en janvier 2025 (-14,4 %).

La hausse des revenus du gouvernement fédéral est surtout venue de l'impôt des particuliers, qui a augmenté de 13,2 %. L'impôt sur le revenu des entreprises a plutôt diminué de 14,1 % depuis janvier 2025. Cette baisse s'est manifestée à partir de septembre 2025 alors que les entreprises ont commencé à incorporer les allègements fiscaux adoptés l'été dernier. La hausse des tarifs douaniers, surtout à partir d'avril 2025, a aussi contribué à améliorer les revenus du gouvernement, amenant une hausse de 243 G\$ US dans les coffres comparativement à janvier 2025.

### Les conséquences des principales politiques républicaines

Dans ce portrait de la situation depuis janvier 2025, on a pu voir que les **tarifs douaniers** ont aidé à améliorer la situation financière du gouvernement fédéral. Les revenus générés par la politique protectionniste du président Trump ont atteint un sommet en octobre 2025, avec des entrées mensuelles de 33,1 G\$ US. Depuis, ils sont en recul, notamment en raison de certains allègements tarifaires (en particulier sur les produits alimentaires à partir de novembre) et de l'évolution des échanges commerciaux. Le rejet par la Cour suprême des tarifs de réciprocité et de ceux liés à la sécurité frontalière ainsi qu'à la lutte contre le fentanyl a aussi changé la donne. Les tarifs recueillis en mars dernier n'étaient que de 24,0 G\$ US, les plus bas depuis mai 2025. De plus, le gouvernement devra rembourser aux entreprises importatrices les tarifs qui ont été déclarés illégaux. Un [document \[en anglais seulement\]](#) présenté devant la United States Court of International Trade indique que jusqu'au 4 mars 2026, près de 330 000 importateurs américains avaient versé environ 166 G\$ US en droits de douane, avant que la mesure concernée ne soit rayée par la Cour suprême. Ce montant devra tôt ou tard être remboursé et les procédures à cet effet ont récemment été mises en branle. Une partie de l'amélioration budgétaire s'avère donc trompeuse et sera renversée.

L'autre mesure-phare qui a affecté les finances publiques américaines a été le **One Big Beautiful Bill Act** (OBBBA) promulgué le 4 juillet 2025. [Nous avons commenté](#) à ce sujet un peu avant son adoption finale par le Congrès. Dès l'exercice 2025, on a pu voir son effet sur une baisse notable des revenus provenant de l'impôt des entreprises. Le Congressional Budget Office (CBO) estime que cette loi a amené une diminution de 100 G\$ US de l'imposition des entreprises

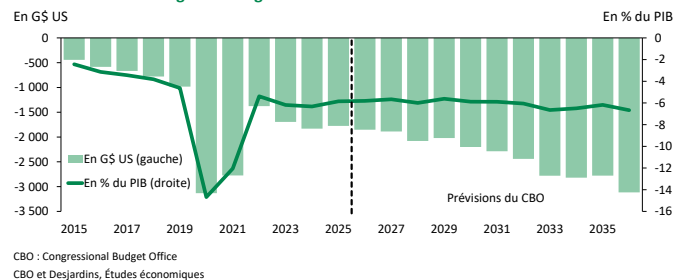
en 2025 et cela sera suivi par une baisse de 152 G\$ US à chacun des exercices 2026 et 2027. L'effet provenant des allègements fiscaux pour les individus est estimé avoir été plus modeste en 2025 (32 G\$ US), mais il sera nettement plus grand en 2026 (326 G\$ US) et au cours des années subséquentes.

### Les nouvelles prévisions du CBO

En février dernier, le CBO a publié ses nouvelles prévisions de la situation budgétaire du gouvernement fédéral. Établies selon les lois en place à ce moment, incluant l'OBBBA, ces prévisions tablent sur une détérioration modeste du déficit au cours des prochaines années. De 1 775 G\$ US à la fin de l'exercice 2025, il passerait à 1 853 G\$ US en septembre 2026 et à 1 887 G\$ US en 2027 (graphique 2). En proportion du PIB, c'est plutôt stable, soit 5,8 % en 2025, 5,8 % en 2026 et 5,7 % en 2027. La dette du gouvernement détenue par le public passerait de 99,4 % du PIB en 2025 à 100,6 % en 2026 pour continuer de grimper jusqu'à 120,2 % en 2036.

#### Graphique 2

**Selon le CBO, les déficits vont augmenter au cours des prochaines années, tout en demeurant stables en proportion de l'économie États-Unis – solde budgétaire du gouvernement fédéral**



### Le coût de la guerre

La situation actuelle au Moyen-Orient pourrait aussi changer la donne pour les projections de très court terme. Le département de la Défense a informé cette semaine les membres du Congrès que jusqu'à maintenant, la guerre avec l'Iran aurait coûté approximativement 25 G\$ US au Trésor américain. La majeure partie serait due aux munitions, mais aussi aux opérations et à la maintenance, ainsi qu'au remplacement des équipements. D'autres sommes pourraient évidemment s'ajouter et il était récemment attendu que la Maison-Blanche demande au Congrès un financement supplémentaire immédiat de 200 G\$ US lié à la guerre en Iran. D'autres montants plus modestes ont aussi été avancés.

Les conséquences de la guerre en Iran sur la situation économique ne sont pas encore claires. La confiance a été affectée par la hausse des prix de l'énergie et de l'essence en particulier, mais il ne semble pas y avoir pour le moment d'effets

négatifs très importants sur la croissance de l'économie ou sur le marché du travail. Une hausse de 0,50 point de pourcentage de l'inflation sur un an, accompagnée d'une hausse équivalente des taux d'intérêt nominaux, amènerait un déficit annuel plus élevé d'environ 30 G\$ US. Une croissance économique moins élevée de 0,30 point de pourcentage augmenterait le déficit d'environ 15 G\$ US. Notre scénario de base ne prévoit ni une débandade de la croissance du PIB réel, ni un dérapage de l'inflation. Un conflit prolongé accentuerait toutefois les risques d'une conjoncture économique moins favorable à la situation budgétaire, sans compter une probable volonté du Congrès ou de la Maison-Blanche de mettre en place de nouvelles mesures de soutien aux ménages ou aux entreprises.

### **En conclusion : une amélioration bien fragile des finances publiques**

Les finances publiques se sont légèrement améliorées entre les exercices 2024 et 2025 ainsi qu'au cours des six premiers mois de l'exercice 2026. Cela dit, compte tenu des efforts de rationalisation, de la longue impasse budgétaire et des revenus tirés des droits de douane, la réduction du déficit demeure relativement modeste. Et la dette publique continue d'augmenter à un rythme rapide. À très court terme, il faudra aussi tenir compte des effets budgétaires et économiques du conflit au Moyen-Orient ainsi que des changements imposés à la politique commerciale du président. Il n'y a pas non plus de marge de manœuvre dans le cas d'un ralentissement abrupt et imprévu de la croissance économique. La récente montée de l'incertitude à l'échelle mondiale a ravivé l'attrait pour le dollar américain et les titres du Trésor. Néanmoins, le risque d'une nouvelle vague de désengagement de la part des investisseurs étrangers demeure présent.

## À surveiller

**MARDI 5 mai - 10:00**

<b>Avril</b>	
Consensus	53,7
Desjardins	53,4
<b>Mars</b>	<b>54,0</b>

**MARDI 5 mai - 10:00**

<b>Mars</b>	<b>taux ann.</b>
Consensus	668 000
Desjardins	650 000
<b>Janvier</b>	<b>587 000</b>

 **VENDREDI 8 mai - 8:30**

<b>Avril</b>	
Consensus	80 000
Desjardins	95 000
<b>Mars</b>	<b>178 000</b>

 **VENDREDI 8 mai - 10:00**

<b>Mai</b>	
Consensus	49,4
Desjardins	49,0
<b>Avril</b>	<b>49,8</b>

### ÉTATS-UNIS

**Indice ISM services (avril)** – L'indice ISM services a subi en mars sa baisse mensuelle la plus prononcée en un an. Cela dit, son niveau, à 54,0, demeure relativement élevé. La composante liée aux nouvelles commandes a d'ailleurs atteint 60,6, un sommet depuis février 2023. Pour avril, les principaux indices non manufacturiers régionaux pointent vers une stabilité de l'ISM services. La confiance des consommateurs offre une image mitigée alors que certains indices ont diminué et que d'autres ont augmenté. Lorsque l'on regarde les indices PMI ailleurs dans le monde ainsi qu'aux États-Unis, on remarque que ceux liés aux services souffrent davantage de l'incertitude actuelle et de la hausse des prix de l'énergie que les indices manufacturiers. Somme toute, on s'attend à une modeste baisse de l'indice ISM services en avril.

**Ventes de maisons neuves (mars)** – On n'a pas eu de résultats des ventes de maisons individuelles neuves à se mettre sous la dent depuis les données de janvier. Celles-ci faisaient état d'une forte chute de 17,6 % en début d'année, tombant à leur plus bas niveau depuis octobre 2022. Le caractère très volatil de cet indicateur suggère une remontée dès février. Toutefois, une révision du chiffre de janvier ne serait pas non plus étonnante. Cela dit, l'évolution récente des permis de bâtir, le niveau de l'indice de confiance des constructeurs ainsi que les recherches en ligne pour de nouvelles maisons pointent vers une remontée des ventes en février qui pourrait être accompagnée d'une nouvelle baisse (moins prononcée qu'en janvier) en mars.

**Création d'emplois non agricoles (avril)** – La création d'emplois se montre extrêmement volatile depuis un certain temps. Ainsi, après la baisse de 133 000 travailleurs en janvier, il y a eu 178 000 embauches en mars, le meilleur résultat mensuel depuis décembre 2024. Cette évolution en dents de scie rend les pronostics difficiles pour le mois d'avril. Après une telle hausse, on pourrait s'attendre à un ressac important. Toutefois, on remarque que les demandes d'assurance-chômage ont été très basses au cours des dernières semaines, que la confiance des ménages envers la facilité de se trouver un emploi a augmenté en avril et que la création d'emplois privés, selon l'enquête hebdomadaire ADP, s'est nettement améliorée. Dans ces circonstances, les embauches pourraient ralentir par rapport au gain de mars, tout en demeurant assez vives. On prévoit un gain net de 95 000 travailleurs. Le taux de chômage devrait rester inchangé à 4,3 %.

**Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (mai – préliminaire)** – L'indice de l'Université du Michigan a diminué en avril, poursuivant le recul entamé en mars. Cela dit, la version finale d'avril affichait une amélioration par rapport à la version préliminaire, ce qui laisse supposer un élan positif pour le début du mois de mai. C'est toutefois sans compter la nouvelle poussée des prix du pétrole et de l'essence. Alors que les prix à la pompe diminuaient un peu de la mi-avril à la semaine dernière, on les voit maintenant remonter à nouveau alors que le conflit en Iran se prolonge et que les perspectives d'un accord durable se dissipent. On s'attend donc à une nouvelle détérioration de la confiance au sein de la version préliminaire de mai de l'indice de l'Université du Michigan. Cela dit, la faiblesse relative des demandes d'assurance-chômage ainsi que la résilience des principaux indices boursiers suggèrent que la confiance ne s'effondrera pas et que le recul sera modeste. L'indice pourrait diminuer à 49,0.

**MARDI 5 mai - 8:30**

<b>Mars</b>	<b>G\$</b>
Consensus	-2,75
Desjardins	-3,14
<b>Février</b>	<b>-5,74</b>

**VENREDI 8 mai - 8:30**

<b>Avril</b>	
Consensus	5 000
Desjardins	15 000
<b>Mars</b>	<b>14 100</b>


**CANADA**


**Balance commerciale (mars)** – Le déficit commercial du Canada s’est probablement amenuisé en mars. Nous prévoyons que les exportations canadiennes auront progressé au cours du mois en raison des prix élevés de l’énergie, entraînant une hausse de la valeur des exportations de pétrole brut. Nous nous attendons également à ce que l’augmentation de la production de véhicules automobiles ait été un vent favorable. Cela dit, nous estimons que la hausse des exportations aura été contrebalancée par des importations plus élevées, attribuables surtout à l’augmentation des ventes de véhicules américains et aux importations accrues de biens de consommation.

**Création d’emplois (avril)** – Les résultats de l’*Enquête sur la population active* d’avril devraient montrer une création d’environ 15 000 emplois et un taux de chômage stable à 6,7 %. Le point de départ est un marché du travail qui n’est ni en plein essor ni en train de s’effondrer. Les gains d’emploi ont été modestes en mars, le taux de chômage est demeuré inchangé et la participation a été stable. Cette tendance correspond à un contexte de « faibles embauches, faibles mises à pied », où les employeurs font preuve de prudence avant d’ajouter du personnel, mais ne réduisent pas agressivement leurs effectifs. L’incertitude macroéconomique plus élevée et le récent choc des prix de l’énergie devraient inciter les entreprises à rester prudentes dans leurs plans d’embauche, ce qui limite la possibilité d’un important rebond de l’emploi. Les embauches devraient avoir légèrement augmenté en avril après la faiblesse récente, mais ce n’est pas suffisant pour modifier considérablement la situation de capacité excédentaire sur le marché du travail. La croissance des salaires devrait demeurer ferme, mais ne pas s’accélérer de nouveau d’une manière qui laisserait entrevoir une surchauffe – surtout compte tenu du fait que le récent bond des salaires globaux a été influencé par un changement dans la composition plutôt que par une poussée généralisée des salaires sous-jacents.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 4 au 8 mai 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 4</b>	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Mars	-0,4 %	0,5 %	0,0 %
	12:50	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
<b>MARDI 5</b>	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Mars	-59,0	-59,9	-57,3
	10:00	Indice ISM services	Avril	53,7	53,4	54,0
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Mars	668 000	650 000	nd
	10:00	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	12:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
<b>MERCREDI 6</b>	9:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
	13:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
<b>JEUDI 7</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	27 avril-1 mai	197 000	210 000	189 000
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T1	nd	2,3 %	1,8 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T1	nd	3,3 %	4,4 %
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Mars	nd	0,3 %	nd
	14:05	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Mars	12,500	20,000	9,484
	15:30	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
<b>VENDREDI 8</b>	5:45	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
	8:30	Création d'emplois non agricoles	Avril	80 000	95 000	178 000
	8:30	Taux de chômage	Avril	4,3 %	4,3 %	4,3 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Avril	34,2	34,2	34,2
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Avril	0,3 %	0,3 %	0,2 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Mai	49,4	49,0	49,8
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Mars	nd	1,4 %	1,4 %
	<b>CANADA</b>					
<b>LUNDI 4</b>	15:30	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
	15:30	Discours de la première sous-gouverneure de la Banque du Canada, C. Rogers				
<b>MARDI 5</b>	8:30	Balance commerciale (G\$)	Mars	-2,75	-3,14	-5,74
<b>MERCREDI 6</b>	---	---				
<b>JEUDI 7</b>	---	---				
<b>VENDREDI 8</b>	8:30	Création d'emplois	Avril	5 000	15 000	14 100
	8:30	Taux de chômage	Avril	6,7 %	6,7 %	6,7 %

**NOTE :** Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 4 au 8 mai 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
<b>OUTRE-MER</b>								
<b>DURANT LA SEMAINE</b>								
Chine	---	Balance commerciale (G\$ US)	Avril	82,35		51,13		
<b>LUNDI 4</b>								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Avril	51,7		51,3		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Avril	52,8		52,8		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Avril	51,2		51,2		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Avril	52,2		52,2		
<b>MARDI 5</b>								
Australie	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Mai	4,35 %		4,10 %		
<b>MERCREDI 6</b>								
France	2:45	Production industrielle	Mars	0,5 %	0,2 %	-0,7 %	-0,3 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Avril	48,3		49,2		
Italie	3:45	Indice PMI services	Avril	48,0		48,8		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Avril	47,6		47,6		
France	3:50	Indice PMI services – final	Avril	46,5		46,5		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Avril	48,3		48,3		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Avril	46,9		46,9		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Avril	48,6		48,6		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Avril	47,4		47,4		
Italie	4:00	Ventes au détail	Mars	-0,4 %	1,4 %	0,0 %	1,6 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Avril	52,0		52,0		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Avril	52,0		52,0		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Mars	3,3 %	1,6 %	-0,7 %	-3,0 %	
<b>JEUDI 7</b>								
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Mars	1,0 %	1,7 %	0,9 %	3,5 %	
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Mars	nd		-5 778		
France	2:45	Compte courant (G€)	Mars	nd		-1,8		
France	2:45	Salaires – préliminaire	T1	nd		0,2 %		
Suède	3:30	Réunion de la Banque de Suède	Mai	1,75 %		1,75 %		
Norvège	4:00	Réunion de la Banque de Norvège	Mai	4,00 %		4,00 %		
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Mars	-0,3 %	1,2 %	-0,2 %	1,7 %	
Mexique	15:00	Réunion de la Banque du Mexique	Mai	6,50 %		6,75 %		
Japon	20:30	Indice PMI composite – final	Avril	nd		52,4		
Japon	20:30	Indice PMI services – final	Avril	nd		51,2		
<b>VENDREDI 8</b>								
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Mars	18,9		19,8		
Allemagne	2:00	Production industrielle	Mars	0,4 %	1,9 %	-0,3 %	0,0 %	

**Note :** Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).